

DECLARATION DE GAUTENG

Les représentants de 23 Gouvernements Régionaux¹ et diverses associations de Gouvernements Régionaux,² réunis à Johannesburg lors du Sommet mondial sur le développement durable, ont adopté la Déclaration suivante.

1. A l'occasion du dixième anniversaire du Sommet de Rio, nous signifions notre engagement en faveur du développement durable conformément aux dispositions établies dans l'Agenda 21, la Déclaration de Rio et la Déclaration du millenium des Nations Unies.
2. Les niveaux de gouvernement que nous représentons sont responsables de nombreuses politiques, programmes et services permettant d'offrir un avenir plus durable à nos concitoyens.
3. Nous considérons les Gouvernements Régionaux, du point de vue de la proximité, l'efficacité et le cadre territorial, stratégiquement situés comme cadre de gouvernement nécessaire et crucial dans le développement durable et son application. En raison du niveau de gouvernement, nous sommes dans de nombreuses circonstances mieux situés pour affronter certains aspects spécifiques de la durabilité et, dans d'autres circonstances, nous sommes des participants essentiels, solidairement avec d'autres sphères de gouvernement et la société civile, d'une implémentation intégrée et coordonnée des politiques. Pour ce qui est des relations de coopération avec d'autres niveaux de gouvernement, on devrait appliquer le principe de subsidiarité.
4. Le développement durable intègre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux dans le but de créer les meilleures conditions possibles pour le développement de l'homme dans l'actualité et à l'avenir. Le développement durable devrait apporter la prospérité et des sociétés plus égalitaires, augmenter les opportunités d'emploi, aider à satisfaire les nécessités de base pour tous quant aux aliments et à l'eau, le logement, l'énergie, le bien-être durable, l'éducation et l'assistance sanitaire, tout en préservant le milieu physique et les ressources naturelles qui nous font vivre. Nous nous engageons à la recherche de nouvelles solutions pour obtenir que tout développement dans nos régions soit durable.
5. La démocratie, l'Etat de droit, l'obtention de la paix et la sécurité, la reconnaissance des droits de l'homme et des libertés, l'opportunité donnée aux gens de participer dans les

¹ Il existe plusieurs types et noms pour les gouvernements régionaux dans les différentes parties du monde. La caractéristique définissable du groupe des gouvernements émergents participant au nouveau réseau Gouvernements Régionaux pour le développement durable est qu'ils gouvernent les plus grands territoires et le premier niveau de subdivision politique à l'intérieur des modèles de société représentés aux Nations Unies. Les Gouvernements Régionaux comprennent entre autres des exemples familiers comme les régions, les provinces, les états et les préfectures, mais également des communautés autonomes, des communes, des départements, des districts, des divisions, des émirats, des fédérations, des gouvernorats, des territoires, des rayons, des nations, des oblasts, des kilils, des juletules.

² Enumérés dans une liste à la fin de ce document.

décisions qui les concernent, l'éradication de la pauvreté et la promotion de la consommation et de la production durables, sont tous des éléments essentiels pour la réussite complète du développement durable, qui sont eux-mêmes renforcés par la promotion active du développement durable. En manifestant notre plein engagement en faveur du développement durable en représentation de nos sociétés, nous nous engageons en outre à développer dans le cadre de gouvernement régional notre partie de la responsabilité dans la recherche d'un monde sans conflit, où la démocratie et le respect des droits de l'homme soient reconnus partout, et dont les citoyens soient libres de persécution et de toute autre forme de discrimination.

6. Nous saluons l'emphase actuelle donnée par le Secrétaire général des Nations Unies quant à l'obtention de la durabilité dans les domaines de l'eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, l'agriculture et la biodiversité et la gestion des écosystèmes (WEHAB). Les Gouvernements Régionaux que nous représentons accordent et accorderont une haute priorité à ces questions dans le cadre du développement durable.
7. nous considérons que l'implémentation du développement durable demande un cadre stratégique pour tous les gouvernements. Nous considérons en outre qu'il s'agit d'un besoin vital dans nos propres sphères régionales. Les Gouvernements Régionaux ont besoin de stratégies de développement durable qui agissent comme cadres nucléaires mettant en liaison toutes leurs autres stratégies, garantissant que chacune d'entre elles soit durable et qu'elles soient toutes mutuellement complémentaires. Une bonne stratégie de développement durable reconnaîtra l'importance des aspects qui distinguent les identités des régions, ainsi que ceux qui favorisent une plus grande cohésion sociale. Ces stratégies doivent être développées en coopération avec le plus ample secteur possible d'agents sociaux et de participants, et garantir la participation active et l'engagement des agents sociaux dans leur implémentation. Les stratégies doivent inclure des sections qui se centrent sur les cinq domaines identifiés comme critiques par le Secrétaire général des Nations Unies (WEHAB). Certains Gouvernements Régionaux ont déjà développé ou sont en train de développer des stratégies de développement durable dans cette ligne. Nous lançons un appel à tous les Gouvernements Régionaux du monde pour qu'ils s'engagent le plus tôt possible afin de déterminer une date à partir de laquelle ces stratégies seront approuvées.
8. Les Gouvernements Régionaux relèvent un grand défi pour apprendre les uns des autres, à partir de l'expérience pratique et l'implantation du développement durable, et peuvent profiter de nombreuses opportunités pour collaborer et établir des collaborations, tant avec leurs voisins qu'avec d'autres lieux dans le monde plus éloignés. Dans notre réunion de Gauteng, certains Gouvernements Régionaux pionniers dans le monde entier, ont déclaré leur intention d'établir un réseau global pour partager l'information et l'expérience sur le développement durable au niveau régional et promouvoir la collaboration future. Ce forum devrait former la base pour des projets ou des programmes de coopération qui contribuent à ce processus mutuel d'apprentissage. Nous lançons un appel à tous les Gouvernements Régionaux du monde pour qu'ils nous rejoignent afin de développer ce réseau de travail.

9. Les Gouvernements Régionaux souhaitent et ont besoin de travailler avec tous les niveaux de gouvernement et avec d'autres agents sociaux dans la promotion du développement durable. Nous étendons notre appel aux chefs de gouvernement et à d'autres leaders mondiaux réunis à Johannesburg, ainsi qu'à la propre organisation des Nations Unies, pour reconnaître et soutenir le rôle nécessaire et essentiel des Gouvernements Régionaux dans la promotion du développement durable et la réussite des objectifs de l'Agenda 21 et de la Déclaration du millenium. Nous reconnaissons en outre que notre travail conjoint sur ce terrain doit se développer dans un esprit d'étroite collaboration et de coopération solidaire, incluant l'encouragement et le soutien des initiatives locales pour la durabilité. De la même manière, nous invitons les organisations internationales, les gouvernements locaux et tous les autres groupes d'agents sociaux à travailler avec nous dans le développement de leurs tâches comme partenaires solidaires et indispensables pour le développement durable.

Johannesburg, le 31 août 2002

Gouvernements participant à la Conférence

1. Territoire de la capitale de l'Australie
2. Pays Basque, Espagne
3. État de la Bavière, Allemagne
4. Gouvernement de la Catalogne, Espagne
5. Province de Entre Rios, Argentine
6. Gouvernement de Flandre, Belgique
7. Province de Gauteng, Afrique du Sud
8. Etat de Goias, Brésil
9. Service administratif du Grand Londres, Royaume-Uni
10. Province de la Laponie, Finlande
11. État du Mato Grosso, Brésil
12. Province de Mpumalanga, Afrique du Sud
13. État de la Pennsylvanie, Etats-Unis
14. État de Pernambouco, Brésil
15. Région du Poitou-Charentes, France
16. État de Rio de Janeiro, Brésil
17. État de Rio Grande do Sul, Brésil
18. État de Tocantins, Brésil
19. Gouvernement de la Toscane, Italie
20. Gouvernement Wallon, Belgique
21. Gouvernement de l'Assemblée Galloise, Royaume Uni
22. Province de Java Ouest, Indonésie
23. État de l'Australie-Occidentale, Australie

Associations participant à la Conférence

1. Association des Régions Européennes
2. Conférence des Régions Périphériques Maritimes
3. Le Forum Nordique
4. Comité des Régions de l'union Européenne